Au lendemain des indépendances

Le regard des travailleurs sociaux

Véronique Voisin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3527>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3527

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 142

ISBN : 978-2-919040-33-9

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Véronique Voisin, « Au lendemain des indépendances », *Hommes & migrations* [En ligne], 1312 | 2015, mis en ligne le 31 mai 2016, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3527>

REPÉRAGE

AU LENDEMAIN DES INDÉPENDANCES

LE REGARD DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

par **VÉRONIQUE VOISIN**, *assistance sociale du Service social personnes retraitées et âgées (Fondation Casip-Cojasor).*

M. et Mme B., âgés de 49 et 43 ans, arrivent à Paris en 1955 avec leurs deux plus jeunes enfants. Ils en laissent quatre en Tunisie, l'aîné étant déjà en France. La famille est hébergée par une parente et s'adresse au CBIP pour des aides éventuelles. M. B. repart seul en Tunisie peu après où il refait sa vie. Si Mme B. trouve un emploi dans le textile, elle ne peut toutefois assurer les besoins quotidiens de ses deux enfants sans le soutien du CBIP. Sa demande de divorce court longtemps, et en attendant, elle ne reçoit aucune aide de son mari. Elle s'installe à l'hôtel en 1956, puis se marie en 1958, après avoir eu un enfant avec son nouveau conjoint. Suite à cette union qui équilibre le budget, le CBIP clôt le dossier en 1959.

M. et Mme L., âgés de 35 et 27 ans, arrivent en France en 1958, repartent et reviennent en 1964, avec un fils de 4 ans. Ce dernier ayant eu un accident, ils viennent le faire soigner à Paris. Le couple effectue jusqu'en 1966 des allers-retours entre la France et la Tunisie et entre Marseille et Paris. À chaque passage par Paris, il s'adresse au Comité d'action sociale israélite de Paris (Casip) pour obtenir des aides. Leur instabilité géographique empêche toutefois leur intégration. La situation de la famille suivie jusqu'en 1975 s'aggrave avec le temps, au point que tout projet d'autonomisation devient impossible.

Les dossiers se composent d'une fiche sur la situation familiale remplie à l'ouverture du dossier, de comptes rendus d'entretiens ou de conversations

téléphoniques, de demandes d'enquêtes complémentaires auprès de services sociaux en province ou à Tunis, de courriers des usagers et, enfin, de listes des aides distribuées. L'assistance se met en place après un examen de la situation matérielle, la recherche de possibilités de soutien de l'entourage et la vérification auprès du fichier du Fonds social juif unifié que la famille n'est pas déjà secourue par un organisme.

Si les deux familles relèvent d'une assistance financière ponctuelle, celle octroyée à Mme B. prend un caractère régulier. En effet, elle bénéficie jusqu'à son remariage d'une aide qui complète son salaire et les aides publiques (allocations familiales, bourses scolaires). En dehors de l'intervention du CBIP sur les questions professionnelles et conjugales, et même sentimentales de Mme B., le comité est surtout sollicité pour les besoins des enfants (vestiaire, dont un costume pour la Bar Mitzvah du fils, vacances, etc.). Quant au couple L., au début demandeur d'un emploi, il lâche prise par la suite. Il ne s'inscrit alors dans aucun projet, revendique des aides et entraîne leur fils, jamais scolarisé, dans leur errance. Leur attitude, interprétée au départ comme de la "mauvaise volonté" ou de la "nonchalance", conduit le Casip à souvent refuser le secours. La situation empire et, alors que le mari s'oppose à l'hospitalisation psychiatrique de sa femme, le Casip se concentre sur le fils. Il envisage de faire un signalement à la Protection de l'enfance mais ne le fait pas. ■